

## Projet de règlement grand-ducal

**modifiant le règlement grand-ducal du 4 septembre 2015  
déterminant les redevances de traitement en matière de  
produits biocides**

---

### **Avis du Conseil d'État**

(27 juin 2017)

Par dépêche du 3 mai 2017, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Développement durable et des Infrastructures.

Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact, une fiche financière, les textes des règlements UE ainsi que le texte coordonné du règlement grand-ducal à modifier.

L'avis de la Chambre de commerce a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 6 juin 2017.

Les modifications que les auteurs entendent introduire avec le projet de règlement grand-ducal sous avis en ce qui concerne les redevances de traitement en matière de produits biocides se sont avérées nécessaires sur base de l'expérience pratique acquise depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 4 septembre 2015 déterminant les redevances de traitement en matière de produits biocides, et suite à la publication des règlements européens suivants :

- règlement d'exécution (UE) n° 414/2013 de la Commission du 6 mai 2013 précisant une procédure relative à l'autorisation des mêmes produits biocides conformément au règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil, tel que modifié par le règlement d'exécution (UE) n° 2016/1802 de la Commission du 11 octobre 2016 modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 414/2013 précisant une procédure relative à l'autorisation des mêmes produits biocides conformément au règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil ;
- règlement délégué (UE) n° 492/2014 de la Commission du 7 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les modalités de renouvellement des autorisations des produits biocides soumises à la reconnaissance mutuelle ;
- règlement d'exécution (UE) n° 354/2013 de la Commission du 18 avril 2013 relatif aux modifications de produits biocides autorisés conformément au règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil.

## Examen des articles

L'examen des articles ne donne pas lieu à observation de la part du Conseil d'État.

### Observations d'ordre légistique

#### Observations générales

Les numéros d'actes européens sont à faire précéder de l'abréviation « n° », pour lire par exemple : « règlement (UE) n° 528/2012 ».

Les termes relevés en gras ou mis en italique sont à omettre dans les textes normatifs.

Il convient d'employer les guillemets utilisés en langue française « « ... » ».

#### Préambule

Étant donné que les règlements européens sont d'application directe, il est de mise de reprendre leur intitulé dans celui de la loi ou du règlement destinés à établir les mesures d'application nationales prescrites par ces règlements. Au cas où un règlement européen a déjà fait l'objet d'une modification, l'intitulé de l'acte national est complété par le numéro de référence de l'acte modificatif en cause. Dans l'hypothèse où le règlement a subi plusieurs modifications, il n'est fait mention dans l'intitulé que de sa dernière modification.

Partant, il y a lieu de lire au deuxième visa :

« règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides, tel que modifié en dernier lieu par le règlement (UE) n° 334/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 ».

Aux troisième, quatrième et sixième visas, les termes « du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides » sont à supprimer.

Le visa relatif aux avis des chambres professionnelles est à adapter, le cas échéant, pour tenir compte des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment où le règlement grand-ducal en projet sera soumis à la signature du Grand-Duc.

#### Article 1<sup>er</sup>

À l'occasion du remplacement d'articles dans leur intégralité, le texte nouveau est précédé de l'indication du numéro correspondant qui est souligné pour mieux le distinguer du numéro des articles de l'acte modificatif. Partant, il est indiqué d'écrire :

« **Art. 1<sup>er</sup>**. L'article 2 ... :

« Art. 2. ... » »

Par ailleurs, l'emploi de tirets est à écarter. En effet, la référence à des dispositions introduites de cette manière est malaisée, tout spécialement à la suite d'insertions ou de suppressions de tirets ou de signes opérées à l'occasion de modifications ultérieures. Il est préférable d'utiliser des subdivisions complémentaires en points, caractérisés par un numéro suivi d'un exposant « ° » (1°, 2°, 3°, ...), eux-mêmes éventuellement subdivisés en lettres minuscules suivies d'une parenthèse fermante (a), b), c), ...), pour caractériser des énumérations.

### Article 3

L'article sous avis est à terminer par un point final.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 27 juin 2017.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes